

Six élus se mobilisent pour inciter Berne à étudier le danger du masculinisme

Coalition transpartisane En quelques clics, on peut tomber sur un contenu misogyne, extrémiste ou glorifiant la violence contre les femmes. Le Conseil fédéral fera un rapport.

Florent Quiquerez

Andrew Tate. Si ce nom ne vous dit rien, posez la question à vos enfants ou petits-enfants. Dans la jungle des réseaux sociaux, il suffit de surfer quelques minutes pour tomber sur cette figure des masculinistes et ses propos misogynes, extrémistes et glorifiant la violence.

Andrew Tate n'est pas le seul influenceur dans ce cas. Et les garçons sont les premiers touchés par cette propagande, qui trouve avec internet une caisse de résonance. «TikTok & Co. sont des moteurs de la radicalisation de l'idéologie masculine», prévient d'ailleurs Männer.ch, faitière des associations d'hommes et de pères. Avec quelles conséquences sur la violence de notre société, notamment contre les femmes? C'est précisément ce que le Conseil fédéral veut savoir.

Il y a un peu plus d'une semaine, le 18 février dernier, le gouvernement a en effet accepté un postulat qui demande un rapport sur cette question. «La propagation de normes de masculinité favorisant la violence, en particulier chez les jeunes hommes, inquiète le Conseil fédéral, précise-t-il. Ces normes sont associées à des revendications de pouvoir et de domination et favorisent ainsi la violence de genre.» Pour le Conseil fédéral, cette recherche s'inscrit notamment dans le cadre de «la future stratégie nationale contre la violence domestique, sexuelle et de genre».

Ce rapport vise large. Outre un état des lieux, il devra aussi s'intéresser à la nécessité d'avoir un cadre national de référence pour détecter cette violence et cette radicalisation, qui peut parfois aller jusqu'aux féminicides. L'objectif est d'avoir des données sur les auteurs et les victimes, mais aussi de chercher à comprendre si des conceptions culturelles ou familiales jouent un rôle. L'étude devra également se pencher sur les réponses à donner, que ce soit un durcissement des sanctions ou la mise sur pied de mesures de prévention.

Mais ce qui est peut-être encore plus intéressant que ce postulat, c'est l'histoire qui se cache



De gauche à droite et de haut en bas: Patrick Hässig (PVL/ZH), Mike Egger (UDC/SG), Simon Stadler (Le Centre/UR), Heinz Theiler (PLR/SZ), Cédric Wermuth (PS/AG) et Gerhard Andrey (Les Verts/FR). Services du Parlement

derrière sa conception. Car si le texte est officiellement déposé par le conseiller national Patrick Hässig (PVL/ZH), il est cosigné par cinq autres élus des cinq autres grands partis représentés au parlement: Mike Egger (UDC/SG), Simon Stadler (Le Centre/UR), Heinz Theiler (PLR/SZ), Cédric Wermuth (PS/AG) et Gerhard Andrey (Les Verts/FR). «C'est la première fois que les hommes du parlement, en tant qu'hommes, se fédèrent pour parler d'une question qui les concerne», salue ce dernier.

Une entente fragile entre droite et gauche

C'est en effet l'écologiste frivole Gerhard Andrey qui a été à la manœuvre dans ce dossier. C'est lui qui a pris son bâton de pèlerin pour construire cette coalition d'élus qui s'engagent

«À droite, la masculinité toxique est souvent niée. À gauche, l'égalité est souvent considérée comme une cause à défendre prioritairement par les femmes.»

Gerhard Andrey
Conseiller national (Les Verts/FR)

contre ce fléau. «Nous avons beaucoup discuté et cela n'a pas toujours été facile. Et aujourd'hui encore, ce groupe est fragile. À droite, la masculinité toxique est souvent niée. À gauche, l'égalité est souvent considérée comme une cause à défendre prioritairement par les femmes. Mais au final, on a réussi à s'unir derrière un projet.»

L'idée n'est pas de vouloir voler la vedette aux femmes qui s'engagent, mais d'agir en complément, précise Gerhard Andrey, qui pense que les hommes aussi ont un rôle à jouer. D'ailleurs le postulat en question a été déposé de façon assez discrète au dernier jour de la session d'hiver. Session qui a été marquée par l'engagement sans précédent de parlementaires féminines et d'organisations de défense des droits des femmes,

qui ont réussi – avec une pétition de plus de 500'000 signatures – à arracher 1 million pour le travail de prévention, précisément dans la lutte contre la violence des femmes.

Les pères ou futurs pères montent au créneau

Mais revenons à cette coalition d'hommes. Quel a été l'élément déclencheur pour sceller cette union allant de l'UDC aux Verts? «Il y en a deux, explique Gerhard Andrey. D'abord, le contexte, qui voit une véritable explosion de ces contenus masculinistes. L'autre élément est que nous sommes tous des pères ou de futurs pères. Et nous ne voulons pas que nos enfants – les garçons, mais aussi les filles – soient livrés sans protection à ces influenceurs misogynes et à leurs discours autodestructeurs.»

Pour lui, le fait d'avoir réuni des élus de tous les partis est presque un signal plus fort que celui d'avoir réussi à faire passer ce postulat. «Ça montre que les hommes sont prêts à jouer un rôle de façon constructive pour enrayer la violence dans la société.»

Des soutiens, tous partis confondus

Dans l'«Aargauer Zeitung», média qui a révélé la création de cette coalition, chacun des membres a mis en avant ce qui l'avait poussé à rejoindre ce groupe ou à soutenir la demande d'un rapport sur le lien entre le masculinisme et les violences faites aux femmes.

Pour le Vert libéral Patrick Hässig, qui a déposé le postulat, il faut «considérer la question de la «violence envers les femmes» dans sa globalité et condamner cette dynamique croissante». Le Centriste Simon Stadler ajoute qu'il «ne veut pas vivre dans un monde où les femmes sont à nouveau opprimées, où la violence est tolérée et où les machos sont des modèles pour les enfants et les adolescents».

Ne pas stigmatiser les jeunes hommes

«Les jeunes hommes ne doivent pas être stigmatisés, mais il faut les atteindre là où la radicalisation prend naissance» précise pour sa part le PLR Heinz Theiler. L'UDC Mike Egger insiste pour avoir «un droit pénal plus sévère qui punit les auteurs avec toute la rigueur nécessaire», mais aussi «la transparence sur l'origine des auteurs et les contextes liés à la migration afin d'orienter la prévention de manière ciblée», ainsi qu'une «prévention efficace».

Pour Cédric Wermuth enfin, «il est très important que les hommes assument leurs responsabilités dans la lutte contre la radicalisation et la violence perpétrée par les hommes. Nous sommes restés silencieux trop longtemps.» Et le coprésident du PS de résumer: «Je trouve encourageant que nous nous attelions à cette tâche tous ensemble, tous partis confondus.»